

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57036 Metz cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 17/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



GAZEL ÉNERGIE GÉNÉRATION

ZI Saint-Avold Nord
BP 80079
57500 Saint-Avold

Références : ST_AVOLD_GAZELENERGIE_2023-05-04_RAPVI_demolition-TAR_NDSK_24914
Code AIOT : 0006207853

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2023 dans l'établissement GAZEL ÉNERGIE GÉNÉRATION implanté Centrale Émile Huchet - ZI Saint-Avold Nord BP 80079 - 57500 Saint-Avold. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a porté sur le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2023-49 du 1^{er} mars 2023, établi pour encadrer la surveillance environnementale autour des impacts susceptibles d'être engendrés par le démantèlement/démolition des tours aéroréfrigérantes (TAR) des anciennes tranches 3 et 4 et de la piscine de la TAR 5 de la centrale Émile Huchet.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAZEL ÉNERGIE GÉNÉRATION
- Centrale Émile Huchet - ZI Saint-Avold Nord BP 80079 - 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006207853
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société GazelEnergie Génération exploite depuis 2008 des installations de production

d'électricité. Certaines tranches ont fait l'objet d'un arrêt définitif dont les tranches 4 et 5 comprenant les TAR 4 et 5, à compter respectivement du 30 juin 2014 ainsi que de la TAR 3 de la tranche 3 à compter du 31 mars 2014. Un projet de réhabilitation du site est en cours qui nécessite le démantèlement et la démolition des TAR 3 et 4 ainsi que de la piscine supérieure de la TAR5.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance environnementale des travaux de démantèlement et de démolition des TAR

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Surveillance des retombées de poussières	AP Complémentaire du 01/03/2023, article 7.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
2	Surveillance de l'air ambiant	AP Complémentaire du 01/03/2023, article 7.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
3	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 01/03/2023, article 7.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 13 avril 2023 a permis de constater que les différentes études et états initiaux demandés par l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2023-49 du 1^{er} mars 2023 relatifs à la surveillance environnementale des travaux de démantèlement et démolition des TAR 3 et 4 et de la piscine supérieure de la TAR 5 n'ont pas été réalisés par l'exploitant alors que les travaux de démantèlement ont commencé, selon celui-ci, début avril 2023.

Il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de transmettre les différents éléments demandés et repris dans les constats ci-après sous 15 jours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2023, article 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : "L'exploitant transmet 2 mois avant le début des travaux, une étude de dispersion des poussières afin d'établir l'emplacement des différents points de mesures des poussières en retombées, accompagnée d'un programme de surveillance.</p> <p>Les différents points de mesure seront disposés de manière à garantir l'absence de diffusion de fibres amiantées, silice, poussières... en dehors du site et vers des tiers. Le programme de surveillance contient au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par les travaux.</p> <p>Les mesures durent a minima huit jours et sont réalisées tous les mois pendant les phases de démantèlement et de démolition. Les analyses sont réalisées a minima sur les paramètres suivants : • Particules sédimentables totales avec caractérisation de la teneur en fibre d'amiante et en poussières de silice cristalline ;</p>

<ul style="list-style-type: none"> • 12 métaux (Arsenic, Cadmium, Mercure, Nickel, Plomb, Thallium, Antimoine, Chrome, Cobalt, Cuivre, Manganèse, Vanadium). Au terme de la 1^{ère} campagne de mesures, si les substances n'ont pas été détectées, la surveillance des métaux n'est plus à réaliser. <p>Un état initial est réalisé avant toutes opérations de démantèlement.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>La valeur limite en retombées de poussières est de 250 mg/m²/jour.</p> <p>Les contrôles sont réalisés par un organisme compétent et sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures d'empoussièrement obtenus sont à comparer avec l'état initial avant travaux."</p>
<p>Constats : L'exploitant a démarré début avril 2023, le chantier de démantèlement de la piscine de la TAR 3 avec l'extraction manuelle du système de dispersion et des poteaux constitués d'éléments contenant de l'amiante (packing et conduits en fibrociment). Les éléments demandés par l'arrêté préfectoral susvisé avant démarrage des travaux n'ont pas été transmis à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • étude de dispersion des poussières • points de mesure des retombées de poussières et programme de surveillance des poussières • mesures de l'état initial avant tous travaux de démantèlement et de démolition • mesures pour le 1^{er} mois de travaux <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que l'étude de dispersion des poussières était en cours de finalisation. Cette étude conditionne les emplacements des différents points de mesure.</p> <p>Par courrier du 24 avril 2023, l'exploitant indique que le bureau d'études doit remettre l'étude de dispersion la première semaine de mai, et qu'un organisme agréé réalise actuellement la surveillance environnementale des retombées atmosphériques sur la base des points de mesures identifiés et disponibles dans le plan de surveillance du Groupe 6.</p> <p>Le positionnement des points de surveillance des retombées de poussières étant lié à l'étude de dispersion des poussières, la pertinence de reprendre les points de mesure de retombées de poussières du groupe 6 est à démontrer.</p>
<p>Observations : Il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de transmettre les éléments demandés sous 15 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : Surveillance de l'air ambiant

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2023, article 7.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"L'exploitant transmet 2 mois avant le début des travaux, une étude de dispersion des poussières afin d'établir l'emplacement des différents points de mesures des poussières dans l'air ambiant, accompagné d'un programme de surveillance.</p> <p>Les différents points de mesure sont disposés en limite de propriété et au niveau des tiers.</p> <p>Le programme de surveillance contient au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par les travaux.</p> <p>Les mesures des concentrations de poussières dans l'air ambiant sont effectuées a minima 1 fois par mois pendant les phases de démantèlement et de démolition.</p>

<p>Un état initial est réalisé avant toute opération de démantèlement.</p> <p>Les analyses sont réalisées a minima sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Poussières totales avec caractérisation de la teneur en PM10, PM2,5, poussières d'amiante et poussières de silice cristalline ; • COV ; • 11 métaux (Arsenic, Cadmium, Nickel, Plomb, Thallium, Antimoine, Chrome, Cobalt, Cuivre, Manganèse, Vanadium). <p>Les VLE à respecter pour les poussières sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • PM10 : 50 µg/m³ • PM2,5 : 20 µg/m³ • poussières totales : 0,5 mg/m³ • amiante : 0,1 mg/m³ • silice cristalline : 0,1 mg/m³ <p>Les contrôles sont réalisés par un organisme compétent et sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées."</p>
<p>Constats : Aucun des éléments demandés n'a été réalisé ni transmis par l'exploitant alors que l'exploitant a démarré début avril 2023 le chantier de démantèlement de la piscine de la TAR 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • étude de dispersion des poussières • points de mesure des poussières dans l'air ambiant et programme de surveillance • mesures de l'état initial avant tout travaux de démantèlement et de démolition • mesures pour le 1^{er} mois de travaux <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que l'étude de dispersion des poussières était en cours de finalisation. Cette étude conditionne les emplacements des différents points de mesure.</p> <p>Par courrier du 24 avril 2023, l'exploitant indique que le bureau d'études doit remettre l'étude de dispersion la première semaine de mai sans autre précision.</p>
<p>Observations : Il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de transmettre les éléments demandés sous 15 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2023, article 7.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "L'exploitant établit un programme de surveillance des eaux souterraines. Ce programme de surveillance avec la localisation des piézomètres est transmis à l'inspection des installations classées, 2 mois avant le démarrage des travaux. A minima : <ul style="list-style-type: none">• le réseau de surveillance comporte un piézomètre amont et 2 piézomètres en aval ;• le programme intègre une mesure des poussières d'amiante et de silice ;• un état initial est réalisé avant toutes opérations de démantèlement ;• une analyse est réalisée à minima trimestriellement puis 1 mois après la fin des opérations de démolition et d'évacuation des déchets ;• les analyses et prélèvements sont réalisés conformément aux normes en vigueur et par un laboratoire agréé. Les contrôles sont réalisés par un organisme compétent et les résultats d'analyses sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées."
Constats : Le plan de surveillance avec la localisation des piézomètres n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées et l'état initial n'a pas été réalisé avant le début des opérations de démantèlement. L'exploitant n'a donné aucune précision sur ce point.
Observations : Il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de transmettre les éléments demandés sous 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours